

TIZI-OUZOU

# Marche des étudiants

L'université s'est démarquée depuis quelques années des acteurs locaux qui avaient l'habitude d'appeler à la commémoration du double anniversaire d'avril 80 et du Printemps noir, elle tend de plus en plus, cette année, davantage que par le passé, à célébrer ces périodes mémorables, ces tournants historiques à sa manière de façon autonome et unitaire retrouvant ainsi sa place de creuset consensuel des luttes démocratiques.

C'est le sens qu'il convient de donner à la journée de grève et à la marche qu'organise la coordination locale des étudiants aujourd'hui mardi 24 avril autour des mots d'ordre, "tamazight langue nationale et officielle", "pour le respect des droits de l'homme", "pour les libertés démocratiques", "pour une véritable université de Tizi-Ouzou" associant ainsi les questions de caractère national aux problèmes d'ordre socio-pédagogique propres à l'université. De cette façon, la coordination locale,



se plaçant au-dessus des luttes partisans qui embrouillent les horizons politiques, donne l'exemple à suivre pour la construction, loin des schémas réducteurs et des batailles de leadership, d'une alternative démocratique crédible, mobilisatrice et porteuse d'espoir, au pouvoir en place. Si la marche

parvient à entraîner, ne serait-ce que la moitié des 37 000 étudiants que compte l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, elle aura donné un signal fort à la mouvance démocratique au niveau national qui sera ainsi interpellée sur les perspectives politiques du pays.

B. T.

TIGZIRT-SUR-MER

# Les locaux de l'espoir

Prévus dans le programme présidentiel, la réalisation des locaux ont été lancés, récemment, dans la ville de Tizirt-sur-Mer. Les autorités ont choisi deux assiettes de terrain, l'une sur le front de mer et l'autre à proximité du stade communal.

Les travaux actuellement tournent dans les fondations des ouvrages, dans les deux sites. Pour rappel, pour en bénéficier, il faut d'abord monter sa petite entreprise et pour cela, contracter un crédit bancaire dans un cadre de financement officiel à travers les canaux Ansej, Cnac et Angem. Car, la distribution de ces locaux relève de la responsabilité exclusive de ces organismes de réinsertion des chômeurs.

En plus de la dynamique commerciale et économique qui sera créée autour de ces deux points, l'ouverture de ces locaux au profit de jeunes investisseurs, mettra un terme à une forme très répandue d'évasion fiscale qui complique, de façon déterminante, l'activité des investisseurs locataires. La fraude menée en douce s'exerce dans le bail.

En effet, dans la ville de Tizirt-sur-Mer, le montant de la location d'un local est en moyenne, dans les endroits proches de l'ancien centre-ville, de 10 000 dinars le mois. Avec toutefois une exception logique pour les boutiques situées dans les centres commerciaux ou dans la périphérie dont le prix ne dépasse pas la barre de 8 000 dinars le mois. Par contre, dans la rue principal, et la place du vieux marché qui composent le

point de chute de tous les citoyens et les montagnards endimanchés, le prix de certains locaux atteint aisément les 15 000 dinars/mois et ce pour une surface de plus ou moins égale à 30 m<sup>2</sup>.

Le prix réel du bail est diversement apprécié. Pour les investisseurs qui paient le prix fort en fonction de la situation du local "le loyer est très élevé et demeure le premier obstacle dressé face à leur réussite". En revanche, "la somme reste cependant dérisoire", pour les bailleurs. Aussi, pour ne pas céder une miette au fisc, les propriétaires savent mettre les gants.

Et pour y arriver, ils abusent de la ruse. Le tout commence avant la rédaction du contrat chez le notaire. Le propriétaire impose au locataire le prix de la location et celui à déclarer officiellement sur le contrat. Et pour empêcher la différence, cha-

con son astuce. Certains établissent des reconnaissances de dette alors que d'autres demandent la remise en avance de la totalité de la différence.

Dans les deux cas, l'investisseur acculé par le chômage accepte d'être détourné. Par ailleurs, comme l'illustrent fort bien les témoignages des locataires, les montants déclarés vont du symbolique jusqu'à atteindre, en général, les 40% de la somme réelle. Sur l'échantillon qui se compose d'une dizaine de personnes qui paient chaque mois 10 000 dinars aux propriétaires de leurs locaux commerciaux que nous avons interrogés, il n'y a aucun montant déclaré qui correspond au chiffre réel de la location.

Le premier que nous avons approché est un libraire qui nous a affirmé que son bailleur avait établi un

contrat somme de 4 000 dinars, le second, un vendeur du prêt-à-porter : 2000 dinars sur le contrat et un KMS pour la même somme, une entreprise de maintenance pour 3000 dinars et enfin pour un gérant d'une entreprise de services, le montant est de 500 dinars le mois. Il est clairement établi, à la lumière aveuglante de ces chiffres, que l'écart entre les deux montants est parfois abyssal. Ce qui constitue une fraude fiscale généralisée et complique rudement la tâche aux investisseurs qui éprouvent tout le mal du monde pour prouver devant le fisc "la maigreur de leurs bénéfices".

Enfin, dans ce cas de figure, le fisc doit mener ses enquêtes sur le terrain pour, d'un côté récupérer son argent et de l'autre protéger les investisseurs créateurs d'emplois.

Mohamed Ghernaout

# 500 millions pour réhabiliter le cinéma Mizrana

En effet, le cinéma Mizrana de Tizirt-sur-Mer, unique infrastructure dans son genre dans la ville balnéaire, est fermé depuis douze mois maintenant et cela, suite à un rapport établi par la Protection civile qui avait conclu, après expertise, que les parois de la bâtisse présente des risques d'effondrement imminents. La décision de sa fermeture a été prise par l'actuelle APC en date du 9 avril 2006.

Pour rappel, le cinéma en question avait fonctionné sans discontinuité depuis son ouverture en 1975 et sans que la bâtisse subisse aucune opération de rénovation et que la décision de sa fermeture a privé une fois de plus les jeunes, oisifs malgré eux, d'un lieu culturel et de distraction où ils s'évadaient le temps d'une projection. Aujourd'hui, ils souffrent encore plus de l'imminence du temps vide à combler.

Par ailleurs, en plus de sa nécessité culturelle pour la jeunesse, le cinéma Mizrana

était le seul lieu où pouvaient se tenir des manifestations culturelles comme les galas, les expositions dans le hall d'entrée ainsi que des conférences-débats politiques ou autres dans la ville de Tizirt. A présent, ce sont tous ces espaces d'expression qui sont fermés. Aussi, l'on se demande où se tiendront les meetings de la campagne électorale prochaine ?

Le président d'APC de Tizirt, Ferhat Ighilhriz, que nous avons rencontré en marge des festivités de commémoration du 20 avril dans le village El-Kelaa, nous a affirmé "qu'une enveloppe de 500 millions de centimes a été dégagée pour la réhabilitation complète du cinéma Mizrana. Les travaux concerneront la toiture, les parois, l'aménagement interne et le renouvellement total des sièges tombés en ruine". Selon ce dernier, le projet a été confié et les travaux démarreront dans les tout prochains jours.

M. G.

TIPASA

# 14 millions de litres de lait produits par an

Avec un effectif global de près de 11000 têtes de bovins dont 6000 vaches laitières, la production laitière dans la wilaya de Tipasa tourne, bon an mal an, autour de 14 millions de litres, a-t-on appris auprès des services de la Direction des services agricoles de la wilaya.

Le gros du travail et des efforts faits dans le secteur, en particulier depuis la mise en place de l'observatoire de wilaya de la filière lait, est perceptible dans les chiffres de collecte du lait qui connaissent une courbe ascendante et, par conséquent, l'adhésion de l'éleveur au Plan national de développement agricole (PNDA).

En effet, selon les responsables de la DSA, le nombre d'éleveurs adhérents au PNDA est de 34 contre 11 en 2003 avec un capital bovin estimé à 5 vaches au minimum pour chaque éleveur sur 1960 éleveurs recensés. La même augmentation est constatée au niveau de la collecte de lait, qui de 1 240 000 litres en 2003 a été multipliée par deux pour atteindre le chiffre de près de 3 millions de litres par an, indiqueront ces responsables qui précisent qu'un travail de proximité est engagé par les observateurs de la subdivision et ceux de la wilaya pour sensibiliser les éleveurs à la nécessité d'adhérer au programme.

"Le soutien des pouvoirs publics à la filière est très important", a souligné la même source signalant que le montant global des aides de l'Etat est évalué à 86 958 592,00 DA.

Le soutien de l'Etat se fait de manière directe ou indirecte, à savoir, à travers la prime de production dont le montant est de 13 DA par litre de lait réparti entre 7 DA pour l'éleveur, 4 DA pour le collecteur et 2 DA pour l'unité de transformation, celle relative à l'utilisation de l'insémination artificielle (30 000 DA par vêlage) et, enfin, à travers le financement de l'équipement.

Ce dernier concerne également l'acquisition de chariots trayeurs, de salles de traite, d'abreuvoirs et autres petits matériels pour la construction d'étables et de locaux pour les mettre à niveau et aux normes d'hygiène en vigueur.

A travers ses soutiens financiers et un suivi rigoureux de la filière, le programme du ministère de l'Agriculture vise le développement de la filière avec des estimations à 2009 d'une production de lait de 18 millions de litres par an pour la wilaya.

La production laitière dans la wilaya de Tipasa, "qui a été plus ou moins stable ces cinq dernières années avec une production moyenne de 14 millions de litres/an", reste tributaire de facteurs exogènes, entre autres, l'importation de l'aliment de bétail qui grève, comme cela a été le cas en 2006, le budget de l'éleveur quand il y a des fluctuations des prix sur le marché mondial, ne manquent pas de signaler certains éleveurs.

A titre comparatif, la production laitière qui était en 2003 de plus de 12 millions de litres avec une quantité de 1 240 000 litres collectés, est passée à près de 14 millions dont 2 900 000 litres collectés par les collecteurs agréés.

L'effectif bovin a atteint en 2006 les 9973 têtes dont 5334 vaches laitières.

La production ovine dont le cheptel est estimé à 53 130 têtes dont 28 000 brebis a donné une production laitière de 11 millions de litres destinés à la consommation familiale de l'éleveur.

Quant à la production de lait de chèvre, celle-ci a atteint, durant la même année, 432 000 litres.

Le lait est acheminé vers les unités de transformation de Béni-Tamou à Blida et Bir-Mourad-Rais à Alger.

Parmi les unités de transformation de lait installées dans la wilaya, celle de Sidi-Amar, inaugurée en 2004, a dû arrêter la production de lait recombinaé "en raison de difficultés d'approvisionnement en poudre de lait pour se consacrer à la production de fromage", apprend-on.

Selon les responsables de la DSA, le développement des surfaces irriguées dont celui du Sahel ouest (2880 ha) et de la Mitidja Ouest (14 000 ha) vont insuffler une nouvelle dynamique à la filière dont l'activité est concentrée au niveau des bassins laitiers de Sidi-Amar, Menaceur, Attatba, Ahmer-El-Ain, Sidi-Rached et Hadjout.

APS